



ALLEN ADLER
Ancien banquier
et directeur
d'Adler Joailliers

STRATÉGIE

Après le secret bancaire

S'il y a une évidence, c'est celle-ci: l'évolution de la législation autour du secret bancaire est cruciale pour la place financière suisse, et pour Genève en particulier. Il est vrai que les chiffres articulés sont énormes, entre 2000 et 3000 milliards de francs «offshore» sont gérés en Suisse. Entre 50% et 60% de ces avoirs ne seraient pas déclarés dans leurs pays d'origine, et donc potentiellement «à risque». La fin du secret bancaire aurait un impact considérable sur le secteur financier, les emplois et les recettes fiscales en Suisse. Que faire face à ce risque avéré?

Tout d'abord, il paraît essentiel de ne pas abandonner les clients mis en danger par l'évolution du cadre juridique. Leur demander de se dénoncer est peut-être de bonne guerre pour les banques qui, tel UBS, se trouvent dans les collimateurs directs des fisces étrangers. Il n'en reste pas moins qu'il est essentiel d'aider les clients dans cette période de transition, une aide qui peut revêtir plusieurs formes.

PRÉPARER RÉELLEMENT LES CLIENTS

Il serait judicieux que les banquiers leur expliquent directement les avantages de venir habiter en Suisse et d'être imposés au forfait pour les plus aisés. Il faudrait aussi leur fournir les services de spécialistes fiscaux étrangers sur territoire suisse (ces derniers connaissent parfaitement les ficelles légales de leur pays d'origine) pour préparer le mieux possible les clients à l'effritement du secret bancaire et les aider à élaborer une stratégie fiscale adaptée à leur situation. Une structure légale licite (trust, assurance ou autre) est-elle adéquate pour s'en sortir au mieux? L'amnistie fiscale proposée est-elle intéressante? Voilà les vraies questions. Au final, et même si le client n'a pas d'autres solutions que de se dénoncer, nous l'aurons aidé au mieux de nos moyens, sauvegardant un tant soit peu notre réputation.

Ensuite, il serait bon que nos représentants politiques coordonnent mieux leur résistance face aux pressions extérieures. Le Conseil fédéral n'a-t-il pas été durement critiqué pour son incohérence ou sa faiblesse? Quand leurs intérêts sont réellement en jeu, les Etats ne s'embarrassent pas de sentiments. La Suisse est aujourd'hui confrontée à une coalition de pays puissants qui ont un besoin croissant de recettes fiscales fraîches. Mais il est de notre intérêt que les négociations actuelles assurent une transition en douceur vers l'ère de l'après-secret ban-

caire. Aux autorités de jouer! De plus, nos autorités devront aussi vérifier que les conditions requises à la levée du secret bancaires (nom du client, de la banque, etc.) dans les cas d'évasion fiscale soient strictement remplies.

Dans cette phase de transition, l'Etat aura aussi un rôle crucial à jouer sur le plan domestique. Il devra préserver les autres atouts du pays, tels sa stabilité politique et macroéconomique, la qualité de ses infrastructures et la sécurité physique et matérielle de ses habitants, tout en mettant en place de nouvelles conditions-cadres favorisant notamment le capital-risque et l'innovation. La Suisse est bien placée pour améliorer son offre: grâce une fiscalité relativement légère et une régulation des marchés bénigne, nombre de fonds alternatifs viennent d'ailleurs s'y installer.

Mais c'est, à mon avis, aux acteurs du secteur financier eux-

mêmes de préparer le futur. Si les clients ne peuvent plus bénéficier du secret bancaire, les banques et autres gestionnaires devront se concentrer sur d'autres facteurs de compétitivité: la performance des fonds sous gestion bien entendu, mais aussi la qualité, le coût et l'intelligibilité de la palette des produits et des services offerts. A moyen terme, c'est aussi grâce à la formation continue, gage de qualité et d'intégrité, ainsi qu'à la mise en place d'instituts de recherche de pointe, telle la Swiss Finance Institute, que la place financière restera attractive.



Pour rester compétitif, il reste à développer de nouveaux services financiers



LA PHILANTHROPIE, UN VRAI CRÉNEAU

Par ailleurs, la vision d'ensemble, l'expérience globale et, de manière générale, la fiabilité des intermédiaires financiers suisses, de même que leur capacité à travailler dans plusieurs monnaies, sur plusieurs marchés et avec une longue expérience des différences culturelles sont là aussi facteurs de réussite pérenne.

Pour rester compétitif, il reste cependant à développer de nouveaux services financiers: la planification financière globale, pour donner une vue d'ensemble à l'investisseur et équilibrer les risques inhérents à ses portefeuilles et ses dépenses; le conseil en gouvernance familiale et d'entreprise, pertinent pour les nombreux clients qui travaillent, dirigent ou bénéficient d'une entreprise familiale; et, dans des domaines négligés jusqu'à maintenant mais absolument cruciaux en ce début de XXI^e siècle, le conseil en matière philanthropique, que propose notamment Wise à Genève, et la finance éthique (microfinance, entrepreneuriat social, investissements socialement et écologiquement responsables). En développant ces domaines, la Suisse pourra redorer son blason et redevenir un centre financier d'avant-garde. ■